

Géopolitique de la santé: l'offensive américaine

La santé cristallise des conflits de valeurs importants, jusqu'à devenir un véritable enjeu géopolitique. L'expérience des deux mandats de Donald Trump en offre une démonstration frappante, et montre à quel point la santé, et plus encore la santé sexuelle, peut devenir un terrain de confrontation idéologique sur la scène internationale et projeter une certaine vision du monde.

Stéphanie TCHIOMBIANO, politiste, maîtresse de conférences associée à l'université Paris 1-Panthéon-Sorbonne

La santé est généralement présentée comme une question neutre. Qui pourrait, par principe, s'opposer à la lutte contre les épidémies ou à la réduction de la mortalité ? Pourtant, elle est un enjeu de tensions géopolitiques. Pourquoi ? D'abord, parce que la santé influe sur la sécurité mondiale : les crises sanitaires déstabilisent les économies, fragilisent les Etats et nourrissent les tensions internationales, la crise Covid l'a bien montré. Ensuite, parce que la santé est un enjeu de souveraineté nationale : organiser un système de soins, prioriser certains problèmes de santé plutôt que d'autres, mettre en place un système de sécurité sociale ou garantir l'accès aux médicaments relève d'un pouvoir régalien. Ce pouvoir s'inscrit dans une logique « biopolitique » (Michel Foucault) de gouvernement des corps et des populations⁽¹⁾, dans le sens où le pouvoir politique passe aussi par la gestion de la santé, de la reproduction et de la vie collective. Longtemps pensée à l'échelle de l'Etat et de sa propre population, cette biopolitique tend aujourd'hui à se déployer à l'échelle internationale, donnant naissance à une forme de biopolitique globale, où le pouvoir des Etats passe aussi par leur capacité à influencer sur la santé des

populations au-delà de leurs frontières. La santé est aussi devenue un instrument de « soft power »⁽²⁾ des Etats : les programmes d'aide internationale, la diplomatie vaccinale ou le financement des organisations multilatérales sont un moyen d'exister sur la scène internationale, de séduire « les cœurs et les esprits », de façonner des alliances, voire de créer des dépendances.

La santé constitue, enfin, un champ de compétition économique majeur. Représentant environ 10 % du PIB mondial, le secteur de la santé est à la fois un marché considérable et un espace de rivalités entre Etats pour l'accès à certaines ressources précieuses : innovations médicales, vaccins, masques ou encore professionnels de santé, dans un contexte de pénurie mondiale. Mais la santé n'est pas qu'un agrégat de politiques publiques. Elle touche à l'intime. Elle engage des représentations du corps, du genre, de la sexualité. Le droit à choisir d'avoir un enfant, à disposer de son corps, à vivre son orientation sexuelle relève d'idéaux politiques et démocratiques. Il n'est donc pas surprenant que la santé, et singulièrement la santé sexuelle, devienne un terrain de désaccords, de

tensions et d'alliances internationales. A cet égard, la politique américaine de santé mondiale n'a jamais été neutre. Elle est traversée par une tension structurelle entre approche fondée sur les droits, morale religieuse conservatrice, diplomatie stratégique et instrumentalisation géopolitique.

Historiquement, une politique idéologisée

Dès les années 1960, les politiques de population s'inscrivent dans une vision géopolitique : contrôler la démographie des pays dits « des Suds » participe de la stabilité internationale. La « santé de la reproduction » devient un instrument stratégique. Aux Nations unies, les débats sur les *Reproductive Rights* opposent rapidement une conception libérale des droits individuels à une vision plus conservatrice, attachée à la famille traditionnelle et à la souveraineté morale des Etats. La sexualité s'impose dès cette époque comme un terrain de confrontation idéologique.

Cette dimension politique se cristallise en 1984 avec la *Mexico City Policy* ou *Global Gag Rule*⁽³⁾ (règle du bâillon mondial), instaurée par Ronald Reagan. Cette règle

« Au-delà des dispositifs de la politique extérieure états-unienne, c'est une certaine représentation du corps des femmes qui se dessine : maternité normative, sexualité hétérocentrée, contrôle sur la sexualité et sur les choix liés à la procréation. Ces politiques participent à façonner des normes sociales et morales. »

(1) Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Gallimard-Seuil, 2004.

(2) Ce concept renvoie à la capacité de séduction et de persuasion d'un pays ne reposant ni sur la force, ni sur la coercition.

(3) www.guttmacher.org/report/evidence-for-ending-global-gag-rule (en anglais).

« Donald Trump n'invente pas l'idéologisation de la santé mondiale : il la radicalise. Toutes les interventions ciblant le genre, l'inclusion ou la diversité sont dorénavant mises de côté, comme le préconisait le "Project 2025". L'objectif dépasse le simple aspect budgétaire : il est aussi d'imposer une vision idéologique précise. »

interdit le financement d'ONG étrangères qui pratiquent ou promeuvent l'avortement, y compris sur leurs fonds propres. L'aide internationale états-unienne devient alors le vecteur d'une norme conservatrice.

Depuis, chaque alternance présidentielle agit comme un métronome idéologique : Bill Clinton abroge la règle du bâillon mondial, George W. Bush la rétablit, Barack Obama la supprime, Donald Trump l'étend, Joe Biden l'abroge à nouveau. Ce va-et-vient presque mécanique illustre à quel point la santé mondiale constitue le

prolongement international des clivages internes entre démocrates et républicains. Le cas du PEPFAR⁽⁴⁾, lancé en 2003 par George W. Bush, illustre l'ambivalence de cette politique. Programme massif de lutte contre le VIH/sida, il a sauvé des millions de vies. Mais il comportait une clause antiprostitution, fléchait des financements vers des programmes d'abstinence et témoignait d'une réticence évidente à promouvoir les préservatifs. Tension constante entre impératif sanitaire (prévenir la transmission) et morale religieuse. Sous Obama, l'approche s'est davantage alignée sur les données scientifiques, réorientant les financements vers des stratégies de prévention plus adaptées, centrées sur les droits des femmes et des populations clés⁽⁵⁾. Là encore, les outils de la politique extérieure états-unienne reflètent les oppositions idéologiques internes.

Au-delà des dispositifs, c'est une certaine représentation du corps des femmes qui se dessine : maternité normative, sexualité hétérocentrée, contrôle sur la sexualité et sur les choix liés à la procréation. Ces politiques ne se limitent pas à des décisions financières : elles participent à façonner des normes sociales et morales. On voit ainsi comment la sexualité féminine est inscrite dans un cadre strictement réglementé⁽⁶⁾. Cette logique s'exprime dans les alliances internationales que les Etats-Unis ont nouées pour diffuser leur vision conservatrice. Ainsi, dans les forums onusiens, Washington s'est régulièrement coordonné avec des pays comme l'Arabie saoudite, le Pakistan ou l'Egypte pour limiter l'usage des termes « genre » ou « santé sexuelle et reproductive ». Dans certains pays africains, les financements américains, via PEPFAR ou la règle du bâillon mondial, ont favorisé des programmes d'abstinence et d'éducation sexuelle en ligne avec les gouvernements locaux. Parallèlement, des alliances idéologiques ont été établies avec des Etats d'Europe centrale, comme la Hongrie ou la



© UNFPA-SEVI FASHINA

Pologne sous le PiS, soutenant leurs politiques anti-avortement et antigénre sur la scène internationale. Enfin, des réseaux transnationaux d'ONG religieuses conservatrices ont été appuyés pour influencer la législation et les pratiques locales. Ces exemples montrent concrètement comment l'idéologie américaine s'articule à des stratégies diplomatiques et financières, transformant la santé sexuelle en un véritable instrument d'influence.

Ce n'est donc pas entièrement inédit, mais avec l'ère Trump, on observe un changement notable dans l'intensité et la radicalité de cette approche.

L'offensive conservatrice de Trump

Donald Trump n'invente pas l'idéologisation de la santé mondiale : il la radicalise. La *Global Gag Rule* est étendue à l'ensemble des financements de santé mondiale, et non plus à la seule planification familiale. Toutes les interventions ciblant le genre, l'inclusion ou la diversité sont dorénavant mises de côté, comme le préconisait le « Project 2025 »⁽⁷⁾, qui a guidé une grande partie des décisions du deuxième mandat de Donald Trump. Les effets sont systémiques : désorganisation des ONG, fragmentation des services de santé, réduction de l'accès à la contraception et au dépistage. L'objectif dépasse le simple aspect budgétaire : il s'agit aussi d'imposer une vision idéologique précise.

(4) « Protecting Africa's children from extreme risk: a runway of sustainability for PEPFAR programmes », in *The Lancet*, vol. 405, n° 10490, 10 mai 2025, p. 1700-1712.

(5) L'expression « populations clés » est utilisée dans le champ de la santé publique pour désigner les groupes particulièrement exposés à certaines infections et qui rencontrent souvent des obstacles spécifiques à l'accès à la prévention, au dépistage et aux soins. Elle inclut généralement, pour le VIH, les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, les personnes usagères de drogues, les travailleurs et travailleuses du sexe, les personnes transgenres et les personnes incarcérées.

(6) www.alternatives-humanitaires.org/fr/2025/11/27/attaques-contre-les-droits-et-sante-sexuels-et-reproductifs-une-remise-en-cause-de-la-solidarite-internationale/.

(7) <https://theconversation.com/project-2025-le-manuel-secret-de-trump-prend-vie-267186>.

(8) Le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) est l'agence des Nations unies chargée des questions de santé sexuelle et reproductive. Il œuvre notamment pour l'accès à la contraception, la santé maternelle, la lutte contre les violences fondées sur le genre et la collecte de données démographiques.

(9) www.state.gov/translations/french/publication-de-la-strategie-de-sante-mondiale-america-first.

(10) https://santemondiale2030.fr/wp-content/uploads/2026/02/SM2030_Administration_Trump_II_La_nouvelle_strategie_en_santé_mondiale_décryptée_VF_FR.pdf.

(11) « Backlash », ou « retour du bâton », désigne les réactions du masculinisme face aux progrès des droits des femmes et des minorités.

(12) https://equipop.org/wp-content/uploads/2025/03/rapport_backlash_Equipop_FondationJeanJaures-1.pdf.

(13) Celles-ci sont punies désormais de cinq à dix ans de prison, contre un à cinq ans jusqu'alors.



Hauwa'u Adamu, chargée de la planification familiale au centre de santé de Rigachikun, au Nigéria, lors d'une formation en septembre 2025. Ce projet, consacré à l'amélioration de la santé et des droits sexuels et reproductifs des femmes et adolescentes dans l'Etat de Kaduna, a bénéficié du soutien de l'UNFPA, organisation onusienne dont le financement américain a été suspendu par Donald Trump.

Parallèlement, l'administration Trump s'attaque à l'architecture multilatérale : retrait de l'Organisation mondiale de la santé, suspension des financements à l'UNFPA⁽⁸⁾, offensive lexicale systématique contre les termes liés au genre ou aux droits LGBTQ dans les résolutions internationales. La santé devient ainsi un terrain de diplomatie culturelle assumée. On passe d'un conservatisme moral à une logique de confrontation globale. Cette dynamique s'inscrit dans une cohérence plus large : remise en cause de l'expertise scientifique (et de la science tout court) et des agences sanitaires, nomination d'un

ministre de la Santé antivaccin, valorisation permanente des « valeurs traditionnelles américaines » antiwoke. Les évolutions intérieures, notamment la remise en cause du droit à l'avortement par la Cour suprême en juin 2022, renforcent encore cette lecture. Biopolitique, souverainisme et illibéralisme se rejoignent dans une vision où le contrôle du corps devient un marqueur identitaire.

La nouvelle stratégie « America First »

Une nouvelle politique américaine de santé mondiale, « America First », a été promue en novembre 2025⁽⁹⁾. Elle cherche à exporter le modèle américain, mais de manière sélective et stratégique, sans passer par les institutions multilatérales. Washington privilégie désormais des accords bilatéraux directs avec les Etats, permettant de négocier les financements, les programmes de prévention et les partenariats de manière sélective⁽¹⁰⁾. La nouvelle stratégie étatsunienne opère un recentrage sur quelques priorités (pathogènes, surveillance, VIH, tuberculose, paludisme), au détriment de la vaccination, de la nutrition, de la santé communautaire, de la prévention des maladies non transmissibles, ou encore de la santé sexuelle et reproductive. Cette approche présente plusieurs dynamiques stratégiques pour le gouvernement états-unien : elle réduit la dépendance aux organismes multilatéraux, permet de dif-

fuser directement des « normes et valeurs américaines », de créer des marchés directs pour les entreprises américaines, et sert de levier pour créer des alliances idéologiques avec des gouvernements partageant des positions conservatrices, que ce soit en Afrique, en Europe centrale ou au Moyen-Orient. On voit ici de manière frappante comment des clivages internes aux Etats-Unis se traduisent directement sur le terrain international, affectant l'accès aux soins, les droits des femmes et des minorités.

La santé sexuelle, baromètre démocratique

Les clivages idéologiques internes aux Etats-Unis ont des effets extraterritoriaux puissants. De nombreux systèmes de santé reçoivent des financements américains. Les fluctuations idéologiques affectent concrètement l'accès des femmes et des minorités aux soins, reconfigurent les coalitions internationales et fragilisent le cadre multilatéral. Cela est d'autant plus préoccupant qu'on observe dans plusieurs pays, notamment en Afrique et en Europe centrale, un renforcement du « *backslash* »⁽¹¹⁾ contre les droits des femmes⁽¹²⁾ et une montée inquiétante de l'homophobie. Le Sénégal a adopté en mars 2026 une loi pour réprimer plus durement l'homosexualité, doublant les peines réprimant les relations sexuelles « contre nature »⁽¹³⁾. Peut-on vraiment dé-idéologiser la santé mondiale ? La fragilité du financement international, les appels permanents à la souveraineté sanitaire et la compétition stratégique rendent l'exercice difficile. Pourtant, défendre un cadre fondé sur les droits, la science et l'universalité de l'accès aux soins constitue un impératif démocratique. L'Europe et la société civile ont un rôle crucial à jouer pour consolider ces normes. Cette dérive conservatrice n'est pas seulement un enjeu pour les pays des Suds ou pour la scène internationale : elle constitue également un signal d'alerte pour l'Europe et pour la France. Ce qui se joue dans la santé sexuelle dépasse la seule question médicale. Il s'agit d'un véritable conflit sur l'autonomie des femmes, la reconnaissance des minorités sexuelles, le statut de la science et, au fond, la définition même des droits humains. La santé n'est pas neutre. Elle est un miroir des régimes politiques et, aujourd'hui, l'un des théâtres majeurs de la bataille mondiale pour les droits. ●

« Les clivages idéologiques internes aux Etats-Unis ont des effets extraterritoriaux puissants. De nombreux systèmes de santé reçoivent des financements américains. Les fluctuations idéologiques affectent concrètement l'accès des femmes et des minorités aux soins, reconfigurent les coalitions internationales et fragilisent le cadre multilatéral. »